

Viols d'en Centrafrique: des accusations offensantes, selon le Haut-Commissariat de l'ONU aux droits de l'Homme



Zeid Ra'ad Al Hussein. Photo Archives / Reuters

GENÈVE, 01-05-2015 | 07h55 - Le Haut-Commissariat de l'ONU aux droits de l'Homme a jugé vendredi «offensant» d'être accusé d'avoir étouffé les accusations d'abus sexuels sur des enfants par des soldats français en Centrafrique.

«Toute insinuation affirmant que Zeid Ra'ad Al Hussein (actuel Haut-Commissaire aux droits de l'Homme) aurait essayé de couvrir des abus sexuels sur des enfants est franchement offensante», a déclaré aux médias à Genève son porte-parole, Rupert Colville.

Il a expliqué que M. Zeid était d'ailleurs reconnu au sein des Nations unies comme un des plus importants spécialistes de la question des violences sexuelles commises par les troupes de maintien de la paix car il avait écrit un important rapport à ce sujet en 2005. Un rapport surnommé «le rapport Zeid», a précisé le porte-parole.

Plusieurs ONG ont demandé aux Nations unies de faire toute la lumière sur cette affaire d'abus sexuels en Centrafrique, certains accusant l'ONU d'avoir voulu étouffer l'affaire après la suspension d'un de ses cadres humanitaires.

Un rapport

Anders Kompass, un haut responsable du Haut-Commissariat de l'ONU aux droits de l'Homme basé à Genève, avait transmis en juillet aux autorités françaises, au mépris des procédures de l'organisation selon elle, un rapport intitulé Abus sexuels sur des enfants par les forces armées internationales en réaction à l'inaction de l'ONU.

Il a été suspendu le 17 avril et fait depuis l'objet d'une enquête des Nations unies.

Après des révélations du quotidien britannique The Guardian, le ministère français de la Défense a expliqué mercredi avoir été saisi «de témoignages d'enfants centrafricains accusant d'agressions sexuelles des militaires français de l'opération Sangaris».

Le bureau du procureur général de Paris a ouvert une enquête en juillet 2014.

Ces témoignages ont été recueillis par des personnels de l'ONU déployés en Centrafrique. Ils «retracent des faits qui auraient été commis sur une dizaine d'enfants, sur le site de l'aéroport

de M'Poko (à Bangui), entre décembre 2013 et juin 2014», précise le ministère, qui dit avoir «pris et prendra toutes les mesures nécessaires pour permettre la manifestation de la vérité».

Centrafrique: l'ONU juge "offensant" d'être accusé d'avoir étouffé l'affaire

AFP - 01 Mai 2015

Le Haut-Commissariat de l'ONU aux droits de l'Homme a jugé vendredi "offensant" d'être accusé d'avoir étouffé les accusations d'abus sexuels sur des enfants par des soldats français en Centrafrique.

"Toute insinuation affirmant que Zeid Ra'ad Al Hussein (actuel Haut-Commissaire aux droits de l'Homme) aurait essayé de couvrir des abus sexuels sur des enfants est franchement offensante", a déclaré aux médias à Genève son porte-parole, Rupert Colville.

Il a expliqué que M. Zeid était d'ailleurs reconnu au sein des Nations unies comme un des plus importants spécialistes de la question des violences sexuelles commises par les troupes de maintien de la paix car il avait écrit un important rapport à ce sujet en 2005. Un rapport surnommé "le rapport Zeid", a précisé le porte-parole.

Plusieurs ONG ont demandé aux Nations unies de faire toute la lumière sur cette affaire d'abus sexuels en Centrafrique, certains accusant l'ONU d'avoir voulu étouffer l'affaire après la suspension d'un de ses cadres humanitaires.

Anders Kompass, un haut responsable du Haut-Commissariat de l'ONU aux droits de l'Homme basé à Genève, avait transmis en juillet aux autorités françaises, au mépris des procédures de l'organisation selon elle, un rapport intitulé "Abus sexuels sur des enfants par les forces armées internationales" en réaction à l'inaction de l'ONU.

Il a été suspendu le 17 avril et fait depuis l'objet d'une enquête des Nations unies.

Après des révélations du quotidien britannique The Guardian, le ministère français de la Défense a expliqué mercredi avoir été saisi "de témoignages d'enfants centrafricains accusant d'agressions sexuelles des militaires français de l'opération Sangaris".

Le parquet de Paris a ouvert une enquête en juillet 2014.

Ces témoignages ont été recueillis par des personnels de l'ONU déployés en Centrafrique. Ils "retracent des faits qui auraient été commis sur une dizaine d'enfants, sur le site de l'aéroport de M'Poko (à Bangui), entre décembre 2013 et juin 2014", précise le ministère, qui dit avoir "pris et prendra toutes les mesures nécessaires pour permettre la manifestation de la vérité".

Militaires français soupçonnés d'abus sexuel : l'ONU a-t-il voulu étouffer l'affaire ?

Edité par N.F avec AFP - le 01 mai 2015

Plusieurs ONG ont demandé aux Nations unies de faire toute la lumière sur l'affaire d'abus sexuels en Centrafrique qui impliquerait des militaires français. De son côté, l'ONU juge ses accusations "offensantes".

Le Haut-Commissariat de l'ONU aux droits de l'Homme a jugé vendredi "offensant" d'être accusé d'avoir étouffé les accusations d'abus sexuels sur des enfants par des soldats français en [Centrafrique](#). Depuis plusieurs jours, des ONG demandent aux Nations unies de faire toute la lumière sur cette affaire d'abus sexuels en Centrafrique dans laquelle des soldats de l'[armée](#) française seraient impliqués. Certains accusent l'ONU d'avoir voulu étouffer l'affaire après la suspension d'un de ses cadres humanitaires.

Anders Kompass, un haut responsable du Haut-Commissariat de l'ONU aux droits de l'Homme basé à Genève, avait transmis en juillet aux autorités françaises, au mépris des procédures de l'organisation selon elle, un rapport intitulé "Abus sexuels sur des enfants par les forces armées internationales" en réaction à l'inaction de l'ONU.

Il a été suspendu le 17 avril et fait depuis l'objet d'une enquête des Nations unies.

Quatorze militaires français mis en cause

Quatorze militaires français sont mis en cause sur [ces possibles abus sexuels sur des enfants](#) mais seule une petite minorité d'entre eux a été identifiée par le parquet de Paris. Quant aux mineurs témoignant contre les soldats, on en dénombre six à ce stade de l'enquête, âgés de 9 à 13 ans, dont quatre se disent victimes directes et deux se disent témoins de faits d'abus sexuels. Une enquête préliminaire a été ouverte en juillet 2014 en France mais on ne l'a appris que mercredi après les révélations du Guardian.

Les faits auraient été commis sur une dizaine d'enfants entre décembre 2013 et juin 2014 dans le camp de réfugiés de l'aéroport de M'Poko, à Bangui, qui accueille des personnes déplacées. François Hollande a assuré ce jeudi qu'il ferait preuve d'une grande sévérité si les faits sont avérés. "Si certains militaires se sont mal comportés, je serai implacable", a-t-il dit lors d'un déplacement à Brest

<http://lci.tf1.fr/france/justice/militaires-francais-soupconnes-d-abus-sexuel-l-onu-a-t-il-voulu-8602793.html>